Combattre les intimidateurs : l'appel du peuple pour les droits, la justice et l'action

Partage international n° 453 – Mai 2026

par Pauline Welch

Le mois de mars 2026 a été marqué par de nombreuses manifestations et marches, petites ou grandes, organisées à travers le monde. Toutes dénonçaient l'offensive généralisée dont sont victimes les valeurs progressistes telles que l'égalité des droits, la dignité humaine, l'inclusion, la justice et la paix.

À la lecture de certains rapports, notamment le rapport *V-Dem* sur la démocratie 2026, financé par le Conseil suédois de la recherche et l'Union européenne intitulé « *L'ère démocratique en péril ?* », ces nombreuses manifestations démontrent le bien-fondé d'une résistance active et persistante face à l'érosion systématique de ce que nous appelons la démocratie.

« Pour le citoyen du monde, la démocratie est revenue à son niveau de 1978. Les acquis de la troisième vague de démocratisation, amorcée en 1974 au Portugal sont pour ainsi dire supprimés.

Le niveau de démocratie pour le citoyen moyen en Europe occidentale et en Amérique du Nord est à son plus bas niveau depuis plus de cinquante ans, principalement en raison de l'autocratisation croissante aux États-Unis.

Les États-Unis perdent leur statut de démocratie libérale de longue date, pour la première fois en plus de cinquante ans. »

Journée internationale des femmes 2026

L'impact de la Journée internationale des femmes (JIF) ne se limite pas à une seule journée, mais le 8 mars est l'occasion d'annoncer les thèmes de l'année à venir afin d'encourager la participation. Des événements organisés dans le monde entier célèbrent les réalisations sociales, économiques, culturelles et politiques des femmes depuis le début du XX^{e} siècle, mais ils appellent surtout à de plus grands progrès. Des milliers de personnes à travers le monde s'engagent auprès des communautés, attirant ainsi l'attention des médias sur ces questions et contribuant à les maintenir à l'agenda politique depuis plus d'un siècle.

Cette année, deux thèmes aux accents très différents sont mis en avant.

L'organisation « Journée internationale des femmes » encourage des activités telles que des collectes de fonds pour soutenir les groupes qui œuvrent pour l'égalité des sexes en sensibilisant le public et en « redéfinissant le champ des possibles ». Son thème pour 2026 est « Donner pour recevoir ». Une approche très positive et encourageante, décrite par le site comme mettant l'accent sur *« le pouvoir de la réciprocité et du soutien. Lorsque les individus, les organisations et les communautés font preuve de générosité, les opportunités et le soutien aux femmes se multiplient. Donner n'est pas une soustraction, mais une multiplication intentionnelle. Lorsque les femmes s'épanouissent, nous progressons tous. »*

Cependant, de nombreux militants se demandent ouvertement s'il ne s'agit pas là de simple marketing et d'une exploitation de problèmes qui devraient être traités avec le plus grand sérieux par des actions concrètes, conformément aux objectifs de développement durable de l'Onu en matière d'égalité des sexes d'ici 2030. Une lettre ouverte signée par 900 personnes exige que les propriétaires du site internet divulguent pleinement leur identité, leurs activités et leurs méthodes et, en particulier, fassent preuve de transparence quant à l'utilisation des fonds collectés.

Un article du *Guardian* daté du 15 mars 2026 indique que l'Onu, qui a adopté la Journée internationale des femmes en 1975, a pris ses distances avec cette organisation. Elle a annoncé le thème officiel de cette année : Droits, Justice et Action pour TOUTES les femmes et les filles. Elle appelle à une action accélérée, ceci non sans raison, compte tenu de l'influence croissante du chauvinisme et du fascisme pur et simple, et des effets désastreux des réductions de l'aide ces dernières années, lésant essentiellement les femmes et les enfants.

Comme le déclare l'Onu : *« Aujourd'hui, aucun pays*

n'a comblé les inégalités juridiques entre les hommes et les femmes. À l'heure actuelle, les femmes ne disposent que de 64 % des droits légaux dont bénéficient les hommes dans le monde. Dans les domaines fondamentaux de la vie, tels que le travail, l'argent, la sécurité, la famille, la propriété, la mobilité, les affaires et la retraite, la loi désavantage systématiquement les femmes. » Pire encore : *« 54 % des pays ne disposent pas de définition consensuelle du viol. 44 % des pays n'ont pas de lois garantissant l'égalité salariale pour un travail de valeur égale. Près de trois pays sur quatre autorisent encore le mariage d'enfants, ce qui compromet l'enfance, l'éducation et l'avenir des femmes. […] Dans près de 70 % des pays étudiés, les femmes rencontrent davantage d'obstacles que les hommes pour accéder à la justice. »*

« Lorsque la justice fait défaut, déclare Onu Femmes (la plus jeune organisation des Nations unies), *ce sont les femmes qui en paient le prix. […] La justice n'est pas aveugle. Elle protège le pouvoir et continue de discriminer les femmes et les filles. […] Les droits des femmes ne valent rien si nous ne pouvons pas les défendre. »*

Quelques exemples tirés de l'*Associated Press* concernant cette journée illustrent certaines des causes défendues par les femmes :

Au Chili, des dizaines de milliers de femmes ont défilé à Santiago et dans d'autres villes pour revendiquer leurs droits.

Au Brésil, les marches ont mobilisé les foules contre les violences faites aux femmes. Dans les grandes villes espagnoles, des dizaines de milliers de femmes sont descendues dans la rue pour réclamer l'égalité, la fin des violences faites aux femmes, la fin de la guerre au Moyen-Orient et la fin de l'oppression des femmes, notamment en Afghanistan.

A Puyo, en Équateur, des femmes de différents groupes autochtones ont défilé pour dénoncer la dégradation de l'environnement et l'expansion des activités pétrolières et gazières. *« Aujourd'hui, il s'agit de dénoncer au monde entier les violations des droits que nous, femmes autochtones, subissons, en particulier les droits se rapportant à la nature »*, a déclaré Ruth Peñafiel, 59 ans, membre de la communauté Kichwa du nord de l'Amazonie. *« Nous voulons vivre dans un environnement sain et en harmonie avec la forêt. C'est pourquoi nous demandons le respect de la nature et la mise en place de politiques publiques en sa faveur. »*

Au Nouveau-Mexique, un rassemblement a eu lieu devant le ranch du financier Jeffrey Epstein, où il aurait abusé sexuellement de mineures et de femmes et en aurait fait le trafic. *« Ce week-end, nous agissons car les systèmes qui protègent les agresseurs puissants dans leur propre pays sont également ceux qui perpétuent la violence à l'étranger »*, a déclaré Rachel O'Leary Carmona, directrice générale de l'organisation *Women's March*, dans un communiqué.

L'ONG *War on Want* a déclaré : *« Nous célébrons les puissants mouvements de femmes qui mènent la lutte pour la justice dans le monde entier. Des ouvrières agricoles aux ouvrières du textile, partout les femmes s'organisent pour un monde meilleur et plus juste. »*

Au Sri Lanka, les femmes du Mouvement pour la réforme agraire et foncière (*MONLAR*), impulsent la transition vers une agriculture écologique et une réforme agraire afin de protéger les moyens de subsistance et la biodiversité.

En Colombie, des femmes soutenues par *CENSAT Agua Viva* résistent à l'exploitation minière à grande échelle pour défendre leurs territoires, leurs ressources en eau et leurs moyens de subsistance.

Partout dans le monde, les femmes se mobilisent pour leurs droits et élaborent des solutions qui privilégient l'humain et la planète au détriment du profit.

Ces luttes démontrent qu'un autre avenir est possible : un avenir où les systèmes économiques et politiques à l'origine des inégalités, de l'exploitation et du dérèglement climatique sont transformés. Les femmes ouvrent la voie.

Manifestations *No Kings*

Les manifestations *No Kings* (pas de rois) qui se sont déroulées le 28 mars 2026 ont été coordonnés par les collectifs *Indivisible* et *50501* (50 États, 50 manifestations, en une journée), qui affirment que 9 millions de sympathisants se sont rassemblés dans plus de 3 300 villes à travers les États-Unis, y compris dans des États à tendance conservatrice et des États clés, et qu'ils ont été rejoints par des ressortissants américains expatriés dans de nombreux pays européens. Il s'agissait de la troisième manifestation d'une série de ce type depuis l'investiture du président Trump.

L'acteur et réalisateur Robert de Niro a participé à l'immense manifestation organisée à Times Square, à New York, et a affirmé à la BBC qu'il estimait qu'il

était de son devoir d'y participer. À propos de Trump, il a déclaré : *« Je pense que de plus en plus de gens commencent à se rendre compte qu'avec ce personnage, la situation empire de jour en jour. Nous sommes désormais en guerre. […] Il est fou. […] C'est aussi simple que cela, et nous devons lui tenir tête, tenir tête au pouvoir en place, le combattre de toutes nos forces. Nous devons simplement nous battre pacifiquement, mais nous devons résister. C'est notre devoir. Nous n'avons pas le choix. »*

À l'origine, les manifestations avaient été organisées pour s'opposer ouvertement à l'autoritarisme et aux politiques d'immigration de l'administration Trump, en réponse aux meurtres de Renée Good et d'Alex Pretti à Minneapolis en janvier 2026. Après le début de la guerre contre l'Iran en 2026, les organisateurs ont également déclaré que les manifestations avaient également pour but de dénoncer cette *« guerre absurde ».*

Appelant ses plus de 300 000 partisans à se joindre aux événements, un responsable de *People Power United* (le pouvoir du peuple uni), une organisation de base comptant des membres dans les 50 États, a expliqué : *« Nous savons que* « la liberté plutôt que le fascisme » *n'est pas seulement un slogan. C'est une responsabilité que nous portons ensemble. […] Les enjeux ne pourraient être plus élevés. Si nous normalisons la censure, la privation du droit de vote, les purges politiques et les atteintes aux droits de l'homme, nous remettons l'avenir entre les mains de ceux qui voient la démocratie comme un obstacle plutôt que comme une promesse. Le pouvoir du peuple se renforce lorsque nous agissons ensemble en public. Les actions de* No Kings *du 28 mars 2026 constituent un moyen concret de transformer l'espoir en pression.* People Power United *a été créé pour des moments comme celui-ci, où les gens ordinaires doivent se montrer, faire entendre leur voix et devenir incontournables. Notre mission est la liberté contre le fascisme, et cette mission exige du courage en public, pas seulement de l'inquiétude en privé. »*

https://images.pexels.com/photos/34367610/pexels-photo-34367610.jpeg

Manifestation antiraciste et contre l'extrême droite à Londres



Manifestation contre l'extrême droite, Londres, Royaume-Uni, 28 mars 2026 (Photo : Tim Welch)

Le 28 mars 2026, les manifestants qui ont participé à la marche *Together* (ensemble) savaient qu'ils formaient une foule de centaines de milliers de personnes issues de milieux, d'âges et d'origines ethniques très divers. Les organisateurs, *Together Alliance*, une coalition regroupant des centaines d'organisations de la société civile, ont avancé le chiffre de 500 000 participants. La police a quant à elle estimé le nombre de participants à 50 000.

Cette manifestation avait été organisée en réponse à un rassemblement tenu par l'agitateur d'extrême droite Tommy Robinson en septembre 2025. Contrairement à cet événement, au cours duquel la police avait été victime de *« violences inacceptables »*, cette marche était non seulement bien plus importante, mais aussi animée d'un esprit positif et largement pacifique, malgré la présence bien plus marginale de contre-manifestants brandissant des drapeaux israéliens et le drapeau royal iranien d'avant 1979.

Selon les observateurs, les manifestants s'opposaient à ce qu'ils considèrent comme *« la politique de la haine et de la division »* au Royaume-Uni.

Un reportage d'Al Jazeera a relayé les propos d'un manifestant, l'activiste et écrivain Hamja Ahsan, qui a déclaré qu'il participait à cette manifestation en réponse au rassemblement d'extrême droite. *« Nous devons leur montrer que nous sommes la majorité, […] l'extrême droite ne prendra pas le contrôle de l'opinion publique. »* Il a ajouté que l'ambiance de ce samedi s'apparentait à celle du carnaval de Notting Hill, la marche ayant réuni des personnes de tous horizons, *« des retraités aux enfants ».* Une

autre manifestante, Charlotte Elliston, aurait déclaré à propos de ce qu'elle considère comme la montée insidieuse de l'extrême droite : *« On voit bien que la situation devient effrayante. »*

L'organisation de défense des droits humains Amnesty UK a salué cette « *manifestation historique* », affirmant que les manifestants *« réclamaient une vision différente de la société – une vision qui place la dignité, la compassion et les droits humains au cœur de ses préoccupation ».*

Greenpeace rejoint la flottille mondiale Sumud à destination de Gaza

Greenpeace a annoncé que son navire, l'Arctic Sunrise, a levé l'ancre à Barcelone (Espagne) le 12 avril 2026, pour rejoindre la flottille mondiale Sumud. Plus de soixante-dix navires et plus d'un millier de participants entendent contester le blocus imposé par Israël sur l'aide destinée à Gaza. L'Arctic Sunrise apportera un soutien technique et opérationnel en mer, permettant ainsi à la flottille de traverser la Méditerranée en toute sécurité.

La flottille Sumud a pris la mer en septembre 2025 avec 42 bateaux et 462 personnes à bord. Les forces israéliennes ont illégalement intercepté et arraisonné de force la flottille, plaçant les personnes à bord en détention et les transférant en Israël.

Ghiwa Nakat, directeur exécutif de Greenpeace Moyen Orient et Afrique du Nord, a déclaré : *« Le navire de Greenpeace se joint à cette mission citoyenne pour exiger un accès humanitaire sûr et sans entrave à Gaza et pour contester le blocus illégal qui continue de menacer la vie des civils par privation de nourriture. […] Cette flottille est un appel lancé aux gouvernements du monde entier pour qu'ils sortent de leur silence, protègent l'action humanitaire et agissent avec urgence et conviction pour faire respecter le droit international, la dignité humaine et la justice. »*

https://www.greenpeace.org/international/press-release/82502/greenpeace-joins-global-sumud-flotilla-genocide-gaza-humanitarian-solidarity/

Auteur : Pauline Welch, collaboratrice de Share International résidant au Royaume-Uni, en sa qualité de rédactrice, traite principalement de questions environnementales et politiques.
Thématiques : politique
Rubrique : La voix des peuples